

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GELAGRI BRETAGNE

Zone Industrielle de Lanrinou
29800 Landerneau

Références : 2025.354
Code AIOT : 0005503897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement GELAGRI BRETAGNE implanté ZI de l'Isle Route de Pontivy 22600 Saint-Caradec. L'inspection a été annoncée le 17/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 05/11/2025 sur le site GELAGRI de Saint-Caradec s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale de la DREAL Bretagne visant à contrôler les actions mises en œuvre par les exploitants de tours aéroréfrigérantes (TAR) afin de maîtriser le risque de dispersion de légionelles dans l'atmosphère.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GELAGRI BRETAGNE
- ZI de l'Isle Route de Pontivy 22600 Saint-Caradec
- Code AIOT : 0005503897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GELAGRI (ex EFA) exploite un établissement spécialisé dans la surgélation de légumes frais et le stockage de produits surgelés. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, daté du 08/06/2009.

L'établissement est équipé de 3 tours aéroréfrigérantes fournissant une puissance de 10463 kW, ce qui justifie un classement sous la rubrique ICPE n° 2921, régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 6 | Procédures - arrêt / redémarrage | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Procédures - fonctionnement intermittent | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.C | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 10 | Traitement préventif - rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27.I.2.b, 38, 39 et 60 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 12 | Résultats ≥ 100 000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a ----- – 26.II.1.b ----- 26.II.1.c - 26.II.1.a -26.II.1.a ; 26.II.1.b ; 26.II.1.c ; 26.II.1.d ; 26.II.1.e ; 26.II.1.f | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 1.2.1 | Sans objet |
| 2 | Formation - personne référente | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Sans objet |
| 3 | Formation - | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| | plan de formation | article 23 | |
| 4 | Formation - prélèvement d'échantillon | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Sans objet |
| 5 | Analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a | Sans objet |
| 8 | Traitement préventif - gestion hydraulique | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.a | Sans objet |
| 9 | Traitement préventif - efficacité | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27.I.2.b | Sans objet |
| 11 | Traitement préventif - biocides non oxydants | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27.I.2.b | Sans objet |
| 13 | Présence de flore interférente | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3 | Sans objet |
| 14 | Obligation de port d'EPI | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3 | Sans objet |
| 15 | Fourniture FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 16 | Propreté | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 05/11/2025 a permis de vérifier que l'exploitant maîtrisait la gestion des TAR implantées sur son site de Saint-Caradec.

Certains points d'amélioration ont toutefois été identifiés :

- formalisation de procédures même en cas de situation, à priori, simple ;
- actualisation du canevas d'analyse des effluents aqueux rejetés par les TAR suite au changement de biocide.

L'inspection demande également à l'exploitant de poursuivre son travail d'analyse concernant la stratégie de traitement appliquée à ces équipements afin de limiter l'usage de biocide susceptibles de produire des produits de décomposition dangereux pour l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 1.2.1

| |
|---|
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>2921 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ou récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installation de) :</p> <p>1. installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle,</p> <p>a) la puissance thermique maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.</p> <p>4 tours aéroréfrigérantes de puissances thermiques respectives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2406 kW, - 2406 kW, - 2406 kW, - 3245 kW, <p>soit une puissance thermique évacuée totale de 10463 kW.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis un document listant les TAR installées sur le site GELAGRI de Saint-Caradec.</p> <p>Ce document indique la présence de 3 TAR (T2, T3 et T4) dont la puissance cumulée est de 6751 kW.</p> <p>En complément, par mail du 06/11/2025, l'exploitant a précisé que la TAR1 a été démantelée en 2015.</p> <p>L'inspection constate que, malgré les changements apportés à l'installation, l'exploitant respecte la prescription contrôlée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Formation - personne référente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué que le responsable du suivi du fonctionnement des TAR implantées sur le site industriel GELAGRI de Saint-Caradec est le responsable Maintenance de l'entreprise.</p> <p>En cas d'absence de cette personne, ces équipements seraient gérés par l'un des conducteurs ayant été formés, qui agirait, soit directement sur le site de Saint-Caradec, soit en distanciel à l'aide de la GTC positionnée dans le local de supervision situé sur le site de Loudéac.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise qu'en cas de dysfonctionnement sur une des TAR en dehors des</p> |

heures de présence des conducteurs, l'alerte serait transmise automatiquement sur le téléphone de la personne d'astreinte qui se déplacerait alors sur site pour intervenir.
L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation - plan de formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : [...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni les attestations de formation de chacune des personnes susceptibles d'intervenir sur les TAR de l'entreprise, qu'elles appartiennent au personnel de GELAGRI ou à celui d'une entreprise extérieure (traitement de l'eau par ODYSSEE Environnement ou nettoyage régulier des TAR par Hygiène Environnement Bretagne).

Toutes les attestations datent de moins de 5 ans.

En séance, l'exploitant a présenté à l'inspection le document rédigé par le service RH de GELAGRI, utilisé pour :

- contrôler si les personnels sont à jour des formations exigées par leur poste de travail, notamment celle liée au risque « Légionelles » ;
- déclencher un renouvellement de formation. En particulier, la périodicité de 5 ans, propre aux formations « Légionelles », est bien prise en compte.

L'inspection constate que ces documents constituent le plan de formation prescrit à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Par ailleurs, l'exploitant a également transmis à l'inspection le support utilisé par la société ODYSSEE Environnement, pour former les personnels au risque « Légionelles ». **L'inspection constate que :**

- cette entreprise est spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de traitement d'eau pour les TAR. Elle peut donc être considérée comme compétente pour dispenser ce type de formation ;
- le support utilisé présente chacun des items attendus par l'article 23 de l'arrêté ministériel du

| |
|--|
| 14/12/2013. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Formation - prélèvement d'échantillon

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les prélèvements d'échantillon d'effluent servant à la recherche des légionelles sont effectués par le laboratoire LABOCEA de Ploufragan.</p> <p>L'inspection a vérifié que ce laboratoire est accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) pour la réalisation des prélèvements et analyses de légionelles.</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure mise en œuvre par ce laboratoire pour réaliser les prélèvements utilisés pour la recherche de <i>Legionella spp</i> et <i>pneumophila</i> dans les eaux « sales », notamment dans les eaux d'installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.</p> <p>L'inspection observe que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ce document a été rédigé en s'appuyant sur plusieurs normes en vigueur, relative à la réalisation de prélèvement d'eau et à la recherche de <i>legionella</i> ; • le préleveur doit s'assurer que son intervention a bien été programmée après un délai minimal de 48h suite à une opération de maintenance/désinfection. <p>L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Analyse méthodique des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a |
| Thème(s) : Risques chroniques, Révision |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> |

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le document excel qui rassemble les éléments de l'analyse méthodique des risques, telle que mise à jour le 03/04/2025. Ce fichier contient notamment :

- un descriptif de la méthodologie mise en œuvre pour réaliser l'analyse méthodique des risques (AMR) ;
- la liste des personnes appartenant au groupe de travail chargé de l'élaboration et la mise à jour de l'AMR ;
- une fiche descriptive de chaque TAR, précisant la date du dernier nettoyage ;
- un schéma de principe des réseaux reliés aux TAR et des principaux équipements implantés sur ceux-ci (vannes, capteurs, ...) ;
- des tableaux listant les risques identifiés, que ce soit du fait de la conception ou de l'implantation des installations, de l'exploitation des TAR, de leur maintenance ou de leur surveillance, ainsi que les mesures mises en place pour éviter l'apparition des dysfonctionnements ;
- la liste des éléments surveillés ainsi que la fréquence du suivi réalisé ;
- la liste des actions devant être réalisées à la fois en termes de surveillance et de conduite des TAR ainsi que la personne responsable de la mise en œuvre de celles-ci.

Ces informations ont été complétées par l'échange qui a eu lieu le 05/11/2025 entre l'inspection, l'exploitant et son traiteur d'eau.

En particulier, celui-ci a permis de comprendre que, bien que l'installation de stockage frigorifique fonctionne en continu tout au long de l'année, le mode de gestion des chambres froides du site de Saint-Caradec a pour conséquence le fait que les TAR puissent ne pas être sollicitées pendant plusieurs jours d'affilée.

Le 05/11/2025, l'inspection a contrôlé la présence sur les TAR des robinets d'appoint et des dispositifs de prélèvement nécessaire au contrôle de la qualité des effluents aqueux rejetés par l'installation de refroidissement.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédures - arrêt / redémarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'arrêt ou redémarrage immédiat

Prescription contrôlée :

Les procédures suivantes sont définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion des tours ;
- procédure en arrêt prolongé complet d'une TAR ;
- procédure de redémarrage des tours suite à leur arrêt ;

Constats :

En séance, l'exploitant a informé l'inspection qu'il ne disposait pas de procédures écrites décrivant les actions nécessaires à l'arrêt d'une TAR ou à son redémarrage.

En effet, la simplicité de l'action devant être faite (appuyer sur le bouton « Marche/Arrêt » de la TAR) ne lui semble pas nécessiter la rédaction d'un document spécifique.

| |
|--|
| <p>Le 05/11/2025, l'exploitant indique à l'inspection que cette action peut se faire, soit directement sur le tableau de commande de la TAR, soit au niveau de l'écran de la GTC. Une démonstration de l'arrêt puis de la remise en marche d'une TAR a été faite.</p> <p>L'exploitant a précisé que ce type d'action pouvait être réalisée par chacun des conducteurs d'installation frigorifique.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a confirmé que la TAR3 a été totalement vidangée suite à son arrêt total en 2022. Actuellement, elle est toujours conservée sur site afin de répondre à une éventuelle augmentation d'activité.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de répondre à la réglementation, l'inspection demande à l'exploitant de rédiger au moins une procédure identifiant les actions nécessaires à l'arrêt ou au redémarrage d'une TAR.</p> <p>Dans le cas d'un redémarrage après un temps d'arrêt relativement long, la procédure devra indiquer qu'il est nécessaire de vérifier l'état de propreté des surfaces internes de la TAR et le bon fonctionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires (voir prescription de l'article 26.2 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 7 : Procédures - fonctionnement intermittent

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.C</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de fonctionnement intermittent</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques sont définies par l'exploitant : procédure en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet en eau et redémarrage non prévisible)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le 05/11/2025, l'exploitant a indiqué que les chambres froides implantées sur le site de Saint-Caradec fonctionnaient en continu. Cependant, vu les besoins en refroidissement, il est fréquent que ces TAR ne fonctionnent pas pendant plusieurs jours d'affilée.</p> <p>Les actions devant être réalisées en cas d'arrêt temporaire d'une TAR sont présentées dans la fiche « Risque Exploitation » de l'AMR : vidange ou mise en service automatique des pompes de recirculation (15 minutes toutes les 2 heures) associée éventuellement à la réalisation d'un traitement choc si l'arrêt a une durée supérieure à une semaine.</p> <p>Le 05/11/2025, l'inspection constate que l'exploitant dispose bien d'une procédure applicable en cas d'arrêt de TAR, que cet arrêt soit de courte durée (moins d'une semaine), de durée moyenne (légèrement supérieure à une semaine) ou plus long (plusieurs mois).</p> <p>Cependant, après échange avec l'exploitant, il apparaît que cette procédure n'est pas formalisée de façon plus explicite que ce qui est indiqué dans l'AMR.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de rédiger au moins une procédure afin de décrire plus précisément les actions devant être réalisées en cas d'arrêt de TAR (vérification de la programmation de la recirculation de l'eau dans les TAR arrêtées, suivi des durées d'arrêt afin de déterminer s'il est nécessaire de réaliser un traitement choc, ...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Traitement préventif - gestion hydraulique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.a |
| Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité du traitement |
| Prescription contrôlée : Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulant dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation. |
| Constats : Dans l'onglet « Introduction » de son AMR, l'exploitant indique que les facteurs de risques dépendent, notamment, de : <ul style="list-style-type: none"> la conception initiale des installations (emplacement des TAR et choix des équipements liés dont pompes, condenseurs, échangeurs, réseaux, ...). Le 05/11/2025, l'exploitant précise ce point en indiquant que les différentes parties d'une TAR sont dimensionnées en fonction du besoin en terme d'échange thermique associée à l'activité de l'industriel (quantité de matières devant être refroidies à telle température, dans un délai déterminé) ; de l'exploitation, que ce soit en termes d'entretien quotidien ou de gestion du circuit d'eau. Le 05/11/2025, l'exploitant a précisé que les TAR mises en œuvre par GELAGRI ne comportent pas de dispositif permettant de faire varier les vitesses des flux d'eau circulant dans les différentes tuyauteries. Cependant, à l'onglet « Risques Exploitation » de son AMR, l'exploitant précise aussi que, pour limiter le développement du biofilm en cas d'arrêt provisoire d'une TAR, les pompes de circulation sont automatiquement mises en service toutes les 2 heures, pendant 15 minutes. L'inspection constate que cette procédure constitue un dispositif de gestion de l'hydraulique de la TAR. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Traitement préventif - efficacité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27.I.2.b |
|---|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité du traitement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau [...] dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles |
| Constats : Le 05/11/2025, l'exploitant a présenté la liste des produits utilisés pour traiter les TAR installées sur le site GELAGRI de Saint-Caradec, en indiquant l'usage de chacun d'entre eux : <ul style="list-style-type: none"> • ODYREF A 61 (action anti biofilm, anti tartre et anti corrosion) ; • ODYCIDE B 330 (biocide non oxydant à base de brome). En consultant l'historique des analyses de légionelles ayant été réalisées sur ce site, l'inspection constate que, sur une période de 7 ans, la légionella pneumophila n'a été détectée qu'une seule fois (mai 2025) et que le traitement en place a permis de réguler la population de bactéries de telle sorte que sa concentration redescende en dessous de 1000 ufc/l. L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Traitement préventif - rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27.I.2.b, 38, 39 et 60 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Limiter l'impact environnemental |
| Prescription contrôlée : Article 27.I.2.b : L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Article 38 : I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...] II. - Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. [...] Article 39 : I. - Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel [...] Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. [...] II. - Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, |

notamment au regard des biocides utilisés, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées.

[...]

Article 60 :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

[...]

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

[...]

Constats :

Le biocide utilisé pour le traitement régulier des TAR installées sur le site GELAGRI de Saint-Caradec est le biocide « ODYCIDE B 330 » .

Il s'agit d'un biocide qui utilise la molécule d'isothiazolone comme principe actif.

Le traiteur d'eau indique que ce produit se décompose au cours du traitement de l'eau en CO₂, H₂O, nitrates, HCl et sulfates.

L'exploitant indique que le choix de ce produit est actuellement essentiellement dicté par un souci d'efficacité vis-à-vis des bactéries pathogènes et qu'il délègue à son prestataire le soin de rechercher des produits moins impactants pour l'environnement.

Le 05/11/2025, l'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des dernières analyses des effluents rejetés par les TAR.

L'inspection constate que l'exploitant utilise un canevas pour l'analyse des effluents aqueux rejetés par les TAR qui ne contient ni la totalité des paramètres listés à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, ni les produits de décomposition de l'isothiazolone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de modifier son canevas d'analyse des effluents aqueux rejetés par les TAR.

Le nouveau canevas d'analyse comportera :

- les paramètres détaillés aux articles 38, 39 et 60 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, hors ceux dont l'exploitant est en mesure de démontrer leur absence ;
- la substance active afin de vérifier que les dosages préconisés ne sont pas trop élevés au vu de la charge effectivement présente dans les eaux traitées ;
- les produits de décomposition des biocides employés.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Traitement préventif - biocides non oxydants

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27.I.2.b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Biocides non oxydants |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limités au cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le biocide utilisé pour le traitement régulier des TAR installées sur le site GELAGRI de Saint-Caradec est le biocide non oxydant « ODYCIDE B 330 » .</p> <p>Le 05/11/2025, l'exploitant et son traiteur d'eau ont indiqué à l'inspection que ce produit avait été retenu afin de tenir compte du fonctionnement des installations frigorifiques du site de Saint-Caradec : compte-tenu des besoins en production de froid, il arrive fréquemment que ces TAR ne fonctionnent pas pendant plusieurs jours. En cas d'arrêt provisoire, l'AMR préconise une recirculation de l'eau dans la TAR, action qui permet non seulement de réduire le développement du biofilm sur les parois par l'action mécanique de l'eau sur les parois, mais aussi d'utiliser la rémanence du biocide encore présent dans l'eau.</p> <p>Le traiteur d'eau a également indiqué que la rémanence de l'ODYCIDE B 330 était plus longue que celle des biocides oxydants et que cette propriété justifiait le choix de ce produit pour le traitement régulier des TAR du site GELAGRI de Saint-Caradec.</p> <p>Par ailleurs, il a également indiqué que ce produit étant relativement sélectif vis-à-vis des légionelles, il peut laisser une flore se développer, mais la présence de cette flore permet de limiter, par effet de concurrence, le développement des bactéries pathogènes.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant est capable de justifier le choix d'un biocide non oxydant pour le traitement régulier des TAR.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Résultats $\geq 100\ 000$ UFC/L

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a ----- 26.II.1.b ----- 26.II.1.c -26.II.1.a -26.II.1.a ; 26.II.1.b ; 26.II.1.c ; 26.II.1.d ; 26.II.1.e ; 26.II.1.f |
| Thème(s) : Risques chroniques, Résultats $\geq 100\ 000$ UFC/L |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à $100\ 000$ ufc/L</p> <p>Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...]</p> |

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion [...].
 Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;
 A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]
 Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.
 Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois
 L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] .
 Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident [...].
 Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article

Constats :

Le 05/11/2025, l'inspection constate que l'exploitant n'a encore jamais connu d'épisode de prolifération de légionelles, tel que la concentration détectée soit supérieure à 100 000 ufc/l. De plus, en séance, l'exploitant a présenté le logigramme d'intervention utilisé en cas d'analyse de légionelles à une concentration supérieure à 100 000 ufc/l. Ce document précise non seulement les actions devant être réalisées mais aussi les coordonnées des personnes devant être averties.
L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée mais que certaines informations de la procédure doivent être modifiées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des informations ayant été présentées, l'inspection demande à l'exploitant d'indiquer que l'action de mise à l'arrêt de la TAR infestée de légionelles doit être réalisée en priorité, avant même d'alerter le secrétariat de l'UD22 à l'adresse : ud22.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr.
 Par ailleurs, pour améliorer la traçabilité de ses actions, l'exploitant devra aussi compléter systématiquement le fichier excel intitulé « Bilan 202X analyse Légionelles » en précisant les actions correctives mises en oeuvre lors de la détection de légionelle *pneumophila* dans une des TAR du site de Saint-Caradec.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3

Thème(s) : Risques chroniques, Présence de flore interférente

Prescription contrôlée :

Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril

| |
|---|
| <p>2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le 05/11/2025, l'exploitant a présenté le logigramme d'intervention utilisé en cas de résultat non interprétable ou de présence de flore interférente dans un prélèvement réalisé en vue de l'analyse de la légionelle.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que la dernière analyse ayant mis en évidence la présence de flore interférente dans un prélèvement "Légionelle" sur le site de Saint-Caradec remonte à 2020, dans une TAR qui n'existe plus sur le site.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Obligation de port d'EPI

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de port d'EPI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le 05/11/2025, l'inspection a constaté la présence d'un panneau indiquant l'obligation de porter un masque sur la porte du local accueillant les TAR du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 15 : Fourniture FDS

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31</p> |
| <p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p> |

| |
|--|
| <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché.</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes [...]</p> <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.</p> <p>9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits mis en œuvre par GELAGRI sont accessibles au format informatique sur le serveur de l'entreprise.</p> <p>Par ailleurs, elles sont également affichées, sous un format simplifié, dans le local de traitement des TAR.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 16 : Propreté

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>c) Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le 05/11/2025, l'inspection a constaté que la zone accueillant les TAR sur le site GELAGRI de Saint-Caradec était propre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |